



**HAL**  
open science

## Estimation des dépenses militaires

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Estimation des dépenses militaires. ARES, 1987, La course aux armements et le désarmement, IX (1987/1), pp.147-157. hal-02962909

**HAL Id: hal-02962909**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02962909v1>**

Submitted on 9 Oct 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Estimation des dépenses militaires

Jacques Fontanel

Arès, Défense et Sécurité  
1987/1

Les dépenses militaires soulèvent de nombreuses controverses techniques, économiques et politiques. La recherche d'un désarmement pour le développement ne peut se réaliser que si les grandes puissances s'entendent sur le concept de dépenses militaires et définissent, par négociation, les règles de comparaison de l'effort de défense entre les pays concernés. Il y a plusieurs sources traditionnelles d'information, mais les Nations Unies sont engagées dans un projet concret d'estimation des dépenses militaires, mais les pays à économie planifiée refusent aujourd'hui de participer à ce projet, en considérant que tout désarmement implique une confiance réciproque, laquelle n'a donc pas besoin de vérification des données fournies par les participants. Cependant, les éléments techniques de comparaison sont complexes, plusieurs méthodes coexistent, avec une certaine préférence pour l'utilisation de ma méthode des parités de pouvoir d'achat.

Military spending raises many technical, economic and political controversies. The search for disarmament for development can only be achieved if the major powers agree on the concept of military expenditure and define, through negotiation, the rules of comparison of the defence effort between the countries concerned. There are several traditional sources of information, but the United Nations is engaged in a concrete project of estimating military expenditure, but the countries with planned economies today refuse to participate in this project, considering that any disarmament implies mutual trust, which therefore does not require verification of the data provided by the participants. However, the technical elements of comparison are complex, several methods coexist, with a certain preference for the use of my purchasing power parity method.

Mots clés : Dépenses militaires, comparaisons internationales, désarmement pour le développement  
Military expenditure, international comparisons, disarmament for development.

La notion de dépenses militaires soulève de nombreuses controverses techniques et politiques. Lorsqu'en 1973, l'Union Soviétique suggéra une réduction de 10% des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de Sécurité en vue de favoriser le développement des pays pauvres, les Etats-Unis remarquèrent qu'une telle proposition n'avait de sens que si les Etats considérés étaient d'accord sur les chiffres publiés. Ils proposèrent alors de charger le Secrétaire Général des Nations Unies, avec l'aide d'experts qualifiés, de fournir une définition détaillée et harmonisée des budgets militaires, d'analyser les méthodes de comparaisons intertemporelles et internationales et de déterminer des procédures de vérification des informations fournies par les Etats. Malgré l'opposition de l'URSS plusieurs Groupes d'experts se sont réunis pour définir et analyser les instruments nécessaires à la définition et à la comparaison internationale et intertemporelle des budgets militaires. Ils ont toujours affirmé que seule la mise en place d'un instrument de publication normalisée des budgets militaires accepté par l'ensemble des Etats pouvait favoriser les accords de réduction de l'effort militaire.

Il existe une forte inégalité dans la qualité et la quantité d'informations publiées par les Etats. Les pays développés occidentaux, du fait des procédures parlementaires, sont amenés à fournir des statistiques et des chiffres budgétaires au pouvoir législatif. Par contre les pays socialistes n'ont pas la volonté politique de communiquer des informations jugées ultra secrètes, alors que les pays en voie de développement ne sont pas toujours bien équipés pour fournir les statistiques satisfaisantes.

Les statistiques sur les dépenses militaires n'ont d'intérêt que si les valeurs quantifiées sont homogènes et si les indicateurs de conversion des monnaies en une monnaie internationale sont satisfaisants.

## I - DEFINITION HOMOGENE DES BUDGETS MILITAIRES

La définition des budgets militaires dépend à la fois du système économique et de l'organisation des finances publiques des différents pays. Les principales sources d'information sur les budgets militaires sont souvent contestées par les Etats et elles sont divergentes les unes par rapport aux autres.

Le budget militaire sert généralement de base aux estimations des dépenses militaires, mais cette hypothèse s'avère inadéquate si un pays transfère dans le budget civil des dépenses de défense. Ainsi, les Etats-Unis ont au moins quatre conceptions de dépenses militaires :

- Le concept de dépenses militaires du Department of Defense inclut les coûts des personnels (pensions comprises), d'opération et maintenance, d'achats, de recherche-développement et de construction militaire (incluant le logement des personnels militaires), mais il ne comptabilise pas les dépenses civiles du Department of Defense (les fonds pour le Corps d'Armée des Ingénieurs).

- Le budget de défense nationale (le plus couramment utilisé) est une notion plus large comprenant quelques dépenses de départements ou d'agences n'appartenant pas au Department of Defense, notamment les dépenses des armes nucléaires et des réacteurs nucléaires des bâtiments navals (Department of Energy) la maintenance des armes stratégiques, le Selective Service System et le plan d'urgence.

- Les dépenses militaires calculées par la comptabilité du Revenu National (défini par le National Income and Products Accounts of the Department of Commerce) comprenant les achats de biens et services militaires du gouvernement, selon les conventions de la comptabilité nationale américaine.

■ La définition de l'OTAN ajoute aux coûts militaires directs, la recherche-développement militaire et les pensions de retraite. Elle est assez proche du budget de la défense nationale, mais elle comptabilise l'assistance militaire à l'étranger et les forces paramilitaires ou de police entraînées et équipées pour des opérations militaires, alors que les pensions de guerre, les dépenses de défense civile et les paiements de dettes de guerre sont exclues.

Ces différents concepts montrent qu'il est déjà difficile de disposer d'un accord national clair pour calculer les dépenses militaires. A fortiori, au niveau international, l'effort de comptabilisation est difficile et généralement critiqué. Actuellement, les principales sources internationales parlent plutôt de dépenses militaires, ce qui a priori est plus satisfaisant que l'analyse des seuls budgets militaires.

Il existe quatre sources traditionnelles d'informations quantitatives sur les dépenses militaires : le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), le USACDA (U.S. Arms Control and Disarmament Agency), l'OTAN (l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) et l'IISS (International Institute for Strategic Studies). Il faudrait ajouter la Banque Mondiale et surtout le Fonds Monétaire International (qui sert bien souvent de base de référence aux autres sources statistiques internationales).

Même si le SIPRI et l'IISS publient aussi des chiffres de dépenses militaires libellés en dollars, les comparaisons sont souvent impossibles à faire. Le Tableau n°1 met en évidence les différences de définition entre les sources d'informations citées.

Tableau n°1 - Le contenu des dépenses militaires selon les grandes sources internationales spécialisées

Dépenses	USACDA	SIPRI	OTAN	IISS(1)
Soldes et indemnités des personnels militaires	Oui	Oui	Oui	Oui
Rémunérations du personnel	Non	Oui	Oui	Non
Opérations et maintenance	Oui	Oui	Oui(2)	Oui
Achats (y compris production)	Oui	Oui	Oui(3)	Oui
R et D militaire	Oui	Oui	Oui(4)	Oui
Construction	Oui	Oui	Oui(5)	Oui
Pensions	Oui	Oui	Oui	Oui
Aide militaire	Oui	Oui	Oui	Oui
Défense civile	Oui	Oui	Non	Non
Forces paramilitaires	Non	Oui	Non	Non
Application militaires de l'énergie nucléaire et de la recherche spatiale	Non	Oui	Non	Non
Logement des personnels	Oui	Non	Non	Non
Dépenses diverses	Oui	Non	Oui	Oui

- (1) Les définitions de l'IISS sont basées sur les définitions de l'OTAN, mais aussi sur les chiffres publiés par les Etats. Il est difficile de connaître les méthodes d'évaluation, mais les résultats ne diffèrent pas fondamentalement de ceux de l'OTAN.
- (2) Compris dans "Autres matériels, approvisionnement et opérations".
- (3) Achats matériels lourds et missiles (y compris la production).
- (4) Autres matériels approvisionnement et opérations.
- (5) Infrastructure commune de l'OTAN.

Ces principales sources statistiques ne fournissent pas d'informations détaillées sur les dépenses militaires. Basées généralement sur les données fournies par le Fonds Monétaire International et sur les informations publiées par les Etats (lorsqu'elles existent), ces statistiques n'offrent pas un degré de précision élevé, d'autant que le contenu détaillé du chiffre global publié n'est généralement pas connu. C'est ainsi que des catégories telles que les pensions militaires, la construction, les forces paramilitaires, la Gendarmerie, les dettes dues pour l'importation d'armes ou même certaines dépenses de personnel sont souvent comptabilisées dans d'autres rubriques que celle du Ministère de la Défense. En outre, certains efforts financiers de défense n'ont pas toujours une interprétation militaire claire ; ainsi en est-il des forces paramilitaires, de la défense civile, du stockage des produits stratégiques ou de l'aide militaire, par exemple.

Il est donc nécessaire de retenir une définition internationale des dépenses militaires. Les principales sources d'information (SIPRI, USACDA, OTAN, IISS) n'utilisent pas le même concept. Le CEDSI se propose de faire une étude en vue de définir plusieurs concepts de l'effort économique de défense, répondant à plusieurs types d'analyse, étude qui sera publiée en 1988, dans le prochain ARES.

## II - LES COMPARAISONS INTERNATIONALES

Indépendamment du problème de définition, les méthodes de comparaisons internationales, fondées généralement sur le taux de change, s'avèrent inadéquates. En effet, ces instruments de conversion varient considérablement d'une période à l'autre, exprimant non pas le pouvoir d'achat national d'une monnaie, mais sa valeur marchande, au jour le jour, sur le marché international des devises. D'autre part, de nombreux taux de change sont arbitraires et ils font l'objet d'une spéculation. Il n'existe pas un taux de change annuel, mais une moyenne dont le calcul peut varier en fonction d'hypothèses restrictives. Enfin, les taux de change sont fortement dépendants de la confiance des opérateurs internationaux, des différentiels d'intérêt, des mouvements du capital financier et des risques stratégiques internationaux.

Les divergences d'estimation sont considérables, du fait de la transparence plus ou moins grande des informations fournies par les Etats, des difficultés de leur vérification, ainsi que des problèmes méthodologiques de définition et de comparaisons. Il est assez intéressant de constater que les chiffres publiés par les Etats-Unis ou par l'OTAN mettent en évidence la suprématie, au niveau des

dépenses militaires, des pays du Pacte de Varsovie et surtout de l'Union Soviétique. Il en va différemment du SIPRI qui, pourtant, est la seule source d'information internationale intégrant les forces paramilitaires (très importantes dans les pays de l'Est) dans le concept même de dépenses militaires. Les comparaisons des estimations des sources d'information internationale des dépenses militaires (Tableau 2) mettent en évidence de sérieuses divergences pour l'année 1982 (dernière année étudiée par le Groupe d'Experts des Nations Unies sur la Réduction des Budgets Militaires).

**Tableau 2** - Estimations différentes des dépenses militaires selon le SIPRI, l'ONU et l'USACDA, pour l'année 1982 (en milliards de dollars)

Pays	ONU	SIPRI	USACDA
Brésil	-	1 535	2 517
Algérie	-	829	1 933
Japon	-	10 429	10 383
Indonésie	-	2 564	2 843
Australie	2 804	4 301	4 095
Inde	-	5 445	5 660
Arabie Saoudite	-	23 396	24 159
URSS	-	135 800	243 760
USA	184 403	167 711	196 390
France	-	28 094	22 523
RFA	-	26 887	22 346
Royaume-Uni	24 495	26 489	24 169
Suède	2 572	3 960	3 191
Finlande	1 016	910	786
Italie	14 154	10 463	9 088
Norvège	1 436	1 752	1 697
Autriche	982	983	829

L'Organisation des Nations Unies a proposé la publication détaillée des dépenses militaires selon les types de forces et les formes de dépenses (fonctionnement, achats et construction, recherche et développement), ce qui constitue une base intéressante pour comparer les dépenses militaires. En outre, elle a proposé l'application de la méthode de parité de pouvoir d'achat aux dépenses militaires.



Le Tableau n°3 met en évidence les divergences d'estimation selon la méthode de conversion utilisée. Il est facile de constater que, selon les méthodes de conversion d'une monnaie nationale en une monnaie internationale, à partir des mêmes chiffres de dépenses militaires fournis par les Etats, les estimations relatives de l'effort de défense des pays divergent considérablement (Tableau n°4).

**Tableau n°4 - Dépenses militaires des Etats participant à l'étude du groupe d'experts de l'ONU sur la réduction des dépenses militaires en pourcentage des dépenses militaires des Etats-Unis, selon les grandes sources d'informations statistiques (en 1982).**

Méthodes Source	Taux de change			PPA(PIB) PPA(DM)	
	USACDA	SIPRI	IISS	OCDE	Groupe ONU
Australie	2,48	2,24	2,56	2,12	1,52
Autriche	0,58	0,41	0,43	0,49	0,53
USA	100	100	100	100	100
Finlande	0,51	0,46	0,44	0,45	0,55
Italie	6,24	4,98	4,63	5,32	7,68
Norvège	1,04	0,93	0,86	0,78	0,78
Royaume-Uni	15,8	13,94	12,37	15,02	13,28
Suède	2,36	1,98	1,61	1,66	1,39

PPA (PIB) = parités de pouvoir d'achat calculées par l'OCDE (échantillon représentant les pays de l'OCDE)

PPA (DM) = parités du Groupe d'experts des Nations Unies sur la Réduction des Dépenses Militaires (à partir d'un échantillon composé des pays participant volontairement à l'exercice).



- Il est nécessaire de calculer le coût réel des dépenses militaires, non pas en cherchant les coûts d'opportunité, mais en centrant l'analyse sur les variables militaires elles-mêmes. Cependant, l'étude en termes de coûts d'opportunité peut avoir un intérêt certain dans le cadre d'une négociation sur le désarmement pour le développement.

- L'expérience acquise serait notoirement améliorée si les pays à économie planifiées se joignaient à l'exercice.

### **III- SIGNIFICATION DES COMPARAISONS INTERNATIONALES ET CALCUL DES COÛTS D'OPPORTUNITÉ DES BUDGETS MILITAIRES DE 5 PAYS**

La signification de ces trois estimations est la suivante :

1) L'utilisation du taux de change dans les comparaisons internationales indique ce que coûterait les dépenses militaires à un pays (hors Etats-Unis) s'il devait se procurer son personnel et ses matériels en dollars sur les marchés nationaux et internationaux, ceteris paribus.

2) L'utilisation des indices de parité de pouvoir d'achat du PIB conduit à déterminer le coût d'opportunité des dépenses militaires.

3) L'utilisation des indices de parité de pouvoir d'achat des dépenses militaires permet de déterminer l'intensité et l'évolution de l'effort de défense des Etats. L'application à la structure des dépenses militaires des indices de parité de pouvoir d'achat civil correspondants constitue une approximation de cette comparaison des forces nouvelles, mais elle introduit aussi l'idée des coûts d'opportunité.

Le CEDSI se propose, pour les années à venir, de comparer les dépenses militaires d'une dizaine de pays (dont l'URSS et la Chine), à partir des trois indices de conversion présentés ci-dessus. Pour cette année, il se limite à présenter les dépenses militaires comme coûts d'opportunité des économies de cinq pays occidentaux, en utilisant les dépenses militaires nationales fournies par le SIPRI et les indices de parités de pouvoir d'achat calculés par l'OCDE.

**Tableau n°5 - Les dépenses militaires comme coûts d'opportunité de cinq pays occidentaux (1982-1984)**

	1982	1983	1984
Etats-Unis	196390	217198	237052
Royaume-Uni	27698	31713	33117
France	26106	27830	28582
RFA	24430	25797	26394
Italie	13525	14400	15272

On doit noter que les résultats sont sensiblement différents de ceux qui sont obtenus avec le taux de change, mais ces cinq pays, fortement intégrés dans l'économie mondiale, ne sont pas des exemples très représentatifs des divergences d'estimation entre les méthodes de parité de pouvoir d'achat et du taux de change. L'expérience montre que les écarts qui existent entre les pays développés et les pays en voie de développement et surtout entre les pays à économie de marché ou à économie planifiée sont considérables. Le CEDSI se propose de procéder à ce type d'estimation dès l'année prochaine, avec le soutien d'équipes étrangères.

### Bibliographie

Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military expenditure comparisons, in Peace Defence and Economic Analysis, Mac Millan Press ; London.

Colard, Daniel, Jacques Fontanel, and Jean-François Guilhaudis. *Le Désarmement pour le développement: dossier d'un pari difficile*. FeniXX, FEDN, Paris 1981.

Fontanel, J. (1980). Le concept de dépenses militaires. *Revue Défense Nationale*, (7),

Fontanel, J. (1982), Les comparaisons des dépenses militaires, Arès, Défense et Sécurité, novembre.

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris

Fontanel, J. and Smith, R., 1985. Analyse économique des dépenses militaires. *Stratégique*.

Fontanel, J., Smith, R. ; (1985), L'effort économique de défense, Arès, *défense et sécurité*.

Fontanel, J, Smith, R (1985). "La comparaison des dépenses militaires de la France et du Royaume-Uni." *Ares, Défense et Sécurité Spécial* (1985).

Kravis, I.B. ; Heston, A., Summers, R. (1982), *The international comparisons. Phase Project III, World Product and Income, international comparisons of GDP*. John Hopkins University Press..

ONU (1981), *Réduction des dépenses militaires*. Série d'étude 4 and 10, United Nations. New York

ONU (1985), *Réduction of military budgets*, Study Series 15, New York.

Salazar-Carrillo, J. (1973), Price, Purchasing Power and the Real product comparison in Latin America, *Income and Wealth*, March.

SIPRI (1985), *World Armament and Disarmament*, SIPRI Yearbook, Taylor & Francis, London.

Sivard, R. (1982), World military and social expenditures, Strategic Studies Institute, Leesburg, Virginia

United Nations (1982), *Report for the Group of Experts on the Reduction of Military Budgets*, Working Paper n°3. 11 March 1982.

USACDA (1986), *World military expenditures and arms transfers*, USADA, N.Y.